Questions orales

LA CHASSE AUX PHOQUES ADULTES

M. Morrissey Johnson (Bonavista—Trinity—Conception): Monsieur le Président, la semaine dernière, deux compagnies de la côte est du Canada ont annoncé qu'elles enverraient des bateaux au large de la côte est de Terre-Neuve et du Labrador pour chasser les phoques adultes. Samedi, le ministre des Pêches et Océans a avisé ces compagnies de suspendre leurs activités jusqu'à nouvel ordre. Le ministre suppléant des Pêches assurera-t-il aujourd'hui à ces compagnies et à la Chambre que le gouvernement du Canada ne les empêchera pas d'exploiter légitimement une ressource renouvelable? Nous assurera-t-il aussi qu'il ne laissera pas les prétendus adversaires de la chasse aux phoques les harceler?

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports): Monsieur le Président, c'est un plaisir de répondre à une question posée par un marin qui sait de quoi il parle, et non pas un boulanger qui ne le sait pas.

Une voix: Le boulanger est dans le pétrin.

M. Crosbie: J'espère que sa pâte va lever.

Le ministre des Pêches annonce aujourd'hui que toutes les compagnies possédant de grands bateaux qui font la chasse aux phoques cette année seront strictement contrôlés. On leur permettra de faire la chasse aux phoques qui n'est pas illégale au Canada. Le ministre leur demande cependant de s'engager par écrit à ne pas prendre de poil blanc. Autrement dit, ils ne tueront aucun bébé phoque ou aucun phoque dont la fourrure est encore blanche. Le ministre annonce que cette mesure est entièrement conforme aux recommandations de la Commission royale Malouf sur la chasse aux phoques qui a jugé qu'elle n'était pas cruelle, qu'elle était importante pour l'économie et qu'elle ne représentait pas une menace pour les populations de phoques. Deux inspecteurs seront placés sur chaque bateau pour s'assurer qu'on évite toute cruauté et qu'on respecte les règlements. J'espère que cela répond à la question du député.

* * *

● (1440)

L'ENVIRONNEMENT

LES PLUIES ACIDES—LES PROPOS ATTRIBUÉS AU SECRÉTAIRE À L'ÉNERGIE DES ÉTATS-UNIS

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Sait-il que le secrétaire à l'Énergie des États-Unis, John Herrington, a prédit aujourd'hui que le Canada accepterait un compromis à l'égard des initiatives américaines concernant les pluies acides, notamment en donnant suite à certains projets antérieurs que le gouvernement du Canada, l'Agence de protection de l'environnement et d'autres considèrent déjà comme non conformes aux recommandations des envoyés spéciaux? Le ministre était-il au courant de cette déclaration du secrétaire à l'Énergie des États-Unis et le premier ministre en a-t-il pris connaissance? Dans l'affirmative, pourquoi a-t-il déclaré avec insistance aujourd'hui à Québec qu'il considère encore

l'annonce faite la semaine dernière par le président Reagan comme un engagement important, alors que ce n'est pas le cas, même d'après l'analyse précédente du ministre?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je répondrais brièvement que je ne suis pas au courant des propos que le député a attribués au secrétaire à l'Énergie, John Herrington. Je ne puis que prendre au mot l'engagement que m'a donné directement ce dernier, selon lequel le budget de 1988 proposé par le président Reagan au Congrès sera modifié en vue de tenir compte du rapport des envoyés que le président a approuvé.

LA POSITION DU CANADA

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, le ministre va-t-il examiner les observations du secrétaire? Il semble que le gouvernement américain soit toujours prêt à rouler le gouvernement. En outre, nombreux sont ceux qui estiment—et les déclarations faites pendant la fin de semaine par Gerry Sikorski, membre du Congrès des États-Unis le confirment encore—l'enthousiasme que manifeste le gouvernement à l'égard des initiatives prises jusqu'ici par le président Reagan nuit en réalité à la cause des membres du Congrès américain qui souhaitent une véritable réduction des pluies acides et non un simulacre comme celui auquel nous avons assisté jusqu'ici. Dans ces conditions, le premier ministre et le ministre de l'Environnement vont-ils reconsidérer le message qu'ils transmettent aux Américains et au Congrès selon lequel le Canada est satisfait des mesures prises alors qu'il n'y a vraiment pas lieu de l'être?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, la question du député se fonde sur une déclaration faite par un démocrate du Minnesota, un adversaire très partial du gouvernement américain, qui s'attaque au président des États-Unis par l'entremise du premier ministre du Canada. La Chambre des représentants, aux États-Unis, compte 435 membres. Ils sont tout aussi capables que certains députés du NPD, le parti du député, de ressortir des absurdités empreintes de sectarisme politique. Il n'y a pas lieu, selon moi, d'accorder plus de foi à ce qu'ils disent que ne le fait la Chambre lorsque les néo-démocrates tiennent ce genre de propos.

LES PROPOS D'UN MEMBRE DU CONGRÈS AMÉRICAIN

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, j'adresse ma question au vice-premier ministre qui sait certainement qu'un des principaux activistes pour les pluies acides au Congrès américain est le député Sikorski. C'est également un des plus vigoureux alliés du Canada et il aurait dit cette fin de semaine: «Chaque fois que le premier ministre du Canada se range du côté du président des États-Unis sur la question des pluies acides, il confond le public américain et diminue l'effet des pressions au sein du Congrès...»

Le vice-premier ministre aura-t-il le courage de dire au premier ministre qu'il est temps de réparer les dommages faits à la cause de la lutte contre les pluies acides? Le vice-premier ministre est-il prêt à faire cela?